

Sam Provost

Les Autochtones d'Australieⁱ représentent 2,8% de la population nationale. La publication récente des données du recensement de 2016 – une collecte nationale obligatoire de données sur la population et le logement – montre que les Aborigènes représentent 91% du total de la population Autochtone en Australie, les Insulaires du détroit de Torres 5%, tandis que les 4% restant se reconnaissent comme à la fois Aborigènes et Insulaires du détroit de Torres. D'un point de vue géographique, 65% de la population Autochtone vit en dehors des zones métropolitaines des capitales et, en moyenne, ont un âge médian de 23 ans, contre 38 ans pour la population non-Autochtone. Les Aborigènes et Insulaires du détroit de Torres sont largement surreprésentés dans le système pénal australien avec 2 346 prisonniers pour 100 000 personnes – 13 fois plus que pour la population non-Autochtoneⁱⁱ.

Grâce au soutien d'alliés non-Autochtones et aux Plans d'Action de Réconciliation, de plus en plus d'Autochtones sont employés et visibles dans les médias, avec une récente montée en légitimité de médias travaillant dans une perspective Autochtone.

A l'heure actuelle, la souveraineté des Autochtones, qui n'a jamais été cédée, n'est pas reconnue dans la Constitution. La Déclaration du cœur d'Uluru (*Uluru statement from the Heart*), cette année – un appel pour l'inclusion d'une voix autochtone dans la Constitution ainsi que de provisions pour la négociation de traités – a marqué un pas supplémentaire vers la reconnaissance et la mise en œuvre d'un agenda pour la réalisation des droits des Autochtones.

Cet article propose des éclairages sur deux défis clés rencontrés dans la réalisation des droits des Aborigènes et Insulaires du détroit de Torres en 2017. Ces défis – la reconnaissance constitutionnelle et les droits à l'eau – sont au cœur de la lutte des Autochtones d'Australie pour affirmer leur souveraineté et appeler au respect dans le cadre colonial australien (*settler colonialism*).

La longue marche pour la reconnaissance

La reconnaissance est fondamentale pour une communication effective : cela « implique d'être capable de voir et de savoir ainsi que d'être vu et connu »ⁱⁱⁱ. Dans la mesure où la Constitution d'Australie influence la gouvernance et la fabrique des politiques publiques, elle a influencé les relations et les modalités de dialogue entre le Parlement et les Autochtones d'Australie. En 1967, l'Australie organisa un référendum qui visait à supprimer les sections de la Constitution qui excluaient de manière intentionnelle la population Autochtone. Il reçut, avec 90,77%, le plus haut taux de « Oui » dans l'histoire des référendums en Australie^{iv}. Si à l'époque ce résultat fut perçu comme une victoire

pour le mouvement des droits des Autochtones, les inégalités persistantes liées à l'exclusion des Autochtones du document fondateur de la nation ont depuis longtemps été mises en lumière dans le cadre de discussions sur la propriété foncière et sur un éventuel traité.



Les recommandations faites par le panel d'expert sur la reconnaissance constitutionnelle des Autochtones d'Australie, nommé par le gouvernement en 2012, et par le Conseil pour le Référendum de 2017, appelaient à des changements substantiels de la Constitution d'Australie, qui ont potentiellement la capacité d'améliorer le bien-être de nombreux Autochtones d'Australie, si tant est qu'un organisme représentatif puisse incarner la diversité des aspirations des peuples Aborigènes et Insulaires du détroit de Torres.

En 2017, à la suite de nombreuses consultations menées par des Autochtones au niveau régional et au niveau des communautés, le Conseil sur le Référendum transmis la Déclaration du cœur d'Uluru au Premier Ministre Malcolm Turnbull et au chef de l'opposition, Bill Shorten. La Déclaration en appelle à l'inclusion d'une voix Autochtone dans la Constitution et au démarrage de discussions pour la négociation d'un traité. La Déclaration se conclut ainsi :

« En 1967 nous fûmes dénombrés, en 2017 nous voulons être entendus. Nous quittons le camp de base et commençons notre trek à travers ce vaste pays. Nous vous invitons à marcher avec nous dans un mouvement du peuple d'Australie vers un meilleur futur ».

En octobre 2017, le Premier Ministre Malcolm Turnbull a rejeté les recommandations pour une réforme constitutionnelle et déclaré :

« Le gouvernement ne croit pas qu'une telle addition à nos institutions représentatives nationales soit désirable ou capable d'être approuvée par référendum »^{vi}.

Si ce coup dur a été ressenti à travers tout le pays, la Déclaration du cœur d'Uluru a montré qu'un consensus pouvait être atteint à travers un dialogue à l'échelle régionale.

Les recommandations présentées par le Panel d'experts ou le Conseil sur le référendum sont-elles, ou non, la meilleure approche pour une réforme constitutionnelle ? Cette question va continuer d'être débattue au sein des communautés Autochtones et dans l'espace public Autochtone. Quoiqu'il en soit, il est clair qu'une réforme substantielle est nécessaire. Ainsi que l'écrit Asmi Wood, professeure associée : *« aujourd'hui, les deux fleuves, noir et blanc, coulent de manière séparée et inégale ; peut-être que demain leurs lames seront égales et réunies »^{vii}.*

Une décennie à la recherche des droits à l'eau sur le continent le plus aride de la Terre.

Tandis que les droits à la terre pour les Aborigènes et les Insulaires du détroit de Torres ont progressé depuis le début des années 1990^{viii}, la question des droits à l'eau – quant à son usage et à sa gestion – est relativement neuve dans l'agenda politique national^{ix}.

Dans « Des gens sur le pays : Paysages vitaux, futurs Autochtones », Jon Altman affirmait que *« la colonisation brutale – et la marginalisation économique et politique associée – des Aborigènes et Insulaires du détroit de Torres peut être comprise comme un conflit sur les droits à la terre et aux ressources »^x*. La rareté de la propriété et de la gestion par les Autochtones des terres et de l'eau dans l'Australie du sud-est confirme ce sentiment^{xi}.

Les relations précoloniales entre les peuples Autochtones et l'eau ont été cruciales pour leur survie pendant des millénaires^{xii}. On peut comprendre que toute culture humaine capable de maintenir la vie pendant plusieurs millénaires au travers des paysages durs et arides de l'Australie, valorise l'eau au point de lui rendre un culte. Pourtant, les relations des Aborigènes à l'eau s'étendent au-delà de la seule survie ; elles sont vitales pour la culture et l'économie et nourrissent nombre de nos histoires de création et de Rêve^{xiii}.

Au niveau de la politique nationale, la question des droits des Autochtones à l'eau a d'abord émergé dans « l'Accord intergouvernemental pour une initiative nationale sur l'eau », en 2004. De nombreuses discussions ont eu lieu au cours des 13 dernières années mais très peu d'Aborigènes et d'Insulaires du détroit de Torres ont obtenu des gains substantiels quant à leur accès aux ressources d'eau douce et à leur capacité de gestion de ces eaux. A ce jour, le seul progrès observé au niveau national s'est focalisé sur l'allocation d'eau pour servir « des objectifs sociaux, culturels et coutumiers »^{xiv}. Les économies florissantes de l'Australie précoloniale, fondées sur l'agriculture^{xv} et l'échange^{xvi}, ont été démantelées de force ou à travers l'épuisement des sols fertiles et des sources propres.

Les Autochtones d'Australie ont demandé des droits de propriété et de gestion des eaux traditionnelles en s'appuyant sur leurs obligations rituelles d'entretien de leurs relations

à l'eau. Mais l'héritage de « *l'aqua nullius* »^{xvii} a jusqu'ici été l'exclusion et les appels à un développement Aborigène par la revitalisation d'une économie de l'eau continuent d'être passés sous silence par les machinations du colonialisme.

L'année 2017 a marqué les 10 ans de la *Déclaration d'Echuca pour les droits à l'eau* – une déclaration conjointe de communautés autochtones le long du fleuve Murray, qui définit ainsi les flots culturels :

« *Les droits à l'eau qui sont légalement et avantageusement la propriété des Nations, en quantité et qualité suffisante pour améliorer les conditions spirituelles, culturelles, naturelles, environnementales, sociales et économiques des dites Nations*^{xviii}. »

La Déclaration exprimait également le besoin d'ajouter le terme « valeurs économiques » à la définition de l'Initiative nationale pour l'eau de 2004 limitée aux valeurs « sociales, spirituelles et coutumières ». Malheureusement, bien que le terme de « flots culturels » soit utilisé dans le Plan du Bassin des fleuves Murray et Darling, ce dernier comporte également une clause qui ne définit les valeurs Autochtones liées à l'eau que comme « sociales, spirituelles et culturelles »^{xix}.

Il est clair que, au niveau des politiques publiques, il existe une distinction entre les aspirations des Aborigènes et ce que le gouvernement et les autorités de gestion de l'eau sont prêts à accepter. Les appels à la reconnaissance des droits des peuples Autochtones à posséder et gérer l'eau douce se heurtent souvent à l'objection selon laquelle « l'eau est une ressource publique partagée qui doit être disponible pour tous »^{xx}. Des objections de cette sorte, cependant, ne reconnaissent pas que l'extraction et la vente d'eau douce – qui ont largement été portées par l'intensification agricole – ont déjà transformé l'eau en marchandise. Il s'ensuit donc que les Peuples Premiers d'Australie devraient être en mesure de poursuivre des opportunités de développement économique dans la gestion de cette ressource naturelle, de la même manière que les irrigateurs non Autochtones et les gouvernements le font depuis plus de 200 ans.

Une opportunité pour faire exister les droits à l'eau des Autochtones consisterait à allouer des licences sur l'eau sur la base des zones de titre indigène existantes, où les activités sont, pour le moment et pour la grande majorité, limitées à des activités dites traditionnelles^{xxi}. Par exemple, des propriétaires traditionnels de terres relevant du titre indigène pourraient recevoir des licences pour puiser de l'eau pour le maintien de la culture mais aussi pour l'irrigation ou pour des entreprises traditionnelles comme l'aquaculture – notamment les pièges à poisson de Brewarrina en Nouvelle-Galles-Du-Sud^{xxii} ou la chaîne des systèmes de mares à pêches utilisés en pays Ngunnawal, à Canberra^{xxiii}.

L'endoctrinement à la légitimité de la colonisation est généralisé. Si le cas *Mabo v Queensland* de 1992^{xxiv} a représenté une reconnaissance du mauvais usage de la doctrine de *terra nullius*, sa justification – l'idée que les Aborigènes d'Australie étaient des sauvages errant sans agriculture ou infrastructure – demeure largement répandue dans la psyché australienne contemporaine. L'ingéniosité et l'étendue des pratiques agricoles Autochtones avaient jusqu'à récemment été étouffées sous de fausses histoires. Bill Gammage^{xxv} et Bruce Pascoe^{xxvi} ont chacun tenté de réécrire l'histoire de l'Australie en affirmant que les systèmes agricoles des Aborigènes d'Australie sont parmi les plus anciens et les plus durables au monde. Un système d'allocation des droits des

Autochtones à l'eau pourrait servir de catalyseur pour relancer une agriculture Autochtone durable dans ce pays, mais cela supposerait un changement de pensée de la part du gouvernement et, plus largement, de la communauté non Autochtone. Par conséquent, favoriser la revitalisation des économies agricoles Autochtones par l'allocation de droits à l'eau en lien avec la production peut être considéré comme un objectif ultime étant donné que l'accès à la terre, la reconstruction des technologies traditionnelles et la transformation culturelle requise, prendront du temps.

Un objectif de court terme réaliste serait de voir les droits à l'eau dont bénéficient actuellement les communautés Autochtones remodelés de manière à faciliter un développement en lien avec nos besoins et nos aspirations. Dans l'Australie du sud-est, ce que nous avons obtenu et qui s'approche le plus de droits à l'eau est l'addition des « flots culturels » au Plan du Bassin des fleuves Murray et Darling^{xxvii}. Ce concept de « flots culturels », similaire à celui de flots environnementaux – où l'eau est relâchée dans le but de maintenir la stabilité environnementale plutôt que pour satisfaire des besoins domestiques ou agricoles – vise à renforcer la culture et à respecter les obligations Autochtones dans la gestion des ressources.

Si les droits à l'eau des Autochtones d'Australie sont enfin débattus à la table où se fabriquent les politiques publiques, l'éventail complet de ces droits est souvent limité en raison des notions coloniales de ce que sont les interactions des Autochtones avec leurs paysages. Réduire les relations des Autochtones au monde naturel à une dimension unique – le plus souvent de préservation culturelle – est une pratique largement répandue dans les colonies de peuplement du monde entier. Le fait de conduire des discussions sur la gestion de la ressource en termes d'objectifs sociaux, spirituels et coutumiers est une distraction face à la nécessité d'accéder à ces ressources pour réaliser les aspirations des Autochtones en matière de développement économique. A mesure que de plus en plus de terre est rendue aux propriétaires traditionnels à travers le mécanisme juridique du titre indigène, nous devrions rechercher des exemples d'approches où la reconnaissance des droits des Autochtones à l'eau a bien marché^{xxviii} et tirer des leçons des cas où cela fut un échec. L'inclusion des flots culturels dans les politiques australiennes de gestion de la ressource en eau peut être vue comme un pas en avant, du moment qu'il ouvre un espace de dialogue autour de la revitalisation des économies autochtones de l'eau. Nos peuples ont un rôle crucial à jouer dans la recherche de formes de développement durable de nos précieuses ressources naturelles mais on ne peut pas nous demander de partager notre savoir si nous avons le sentiment que nos voix ne sont pas entendues.

ⁱ En Australie, il est considéré comme respectueux de mettre une majuscule au mot « Autochtone » lorsqu'il est fait référence aux Aborigènes et Insulaires du détroit de Torres.

ⁱⁱ Australian Bureau of Statistics, *2016 Census Counts – Aboriginal and Torres Strait Islander People*, Australian Government". 2017: Canberra.

ⁱⁱⁱ Nathan, P., "Recognition is a Matter of Life and Death in Aboriginal Australia". *International Journal of Applied Psychoanalytic Studies*, 2017. 14(1): p. 54-68.

^{iv} Bennett, S., "The 1967 referendum". *Australian Aboriginal Studies*, 1985(2): p. 26.

^v Referendum Council, "Uluru Statement from the Heart". 2017. Disponible sur le site <https://www.referendumcouncil.org.au>

^{vi} Grattan, M., "Turnbull government says no to Indigenous 'Voice to Parliament'", in *The Conversation*. 2017: Melbourne

^{vii} Wood, A., "Confluence of the Rivers: Constitutional Recognition of Australia's First Peoples", in *Peacebuilding and the Rights of Indigenous Peoples*, Heather Devere, Kelli Te Maihāroa, and John P. Synott (eds.), pp. 89-103 (Switzerland: Springer, 2017).

- ^{viii} Plus de 20% du territoire australien est aujourd’hui la propriété des Autochtones, sous des modalités et des statuts divers. La plupart de ces terres (98%) se trouve dans les zones isolées et arides où la terre a d’abord une grande importance culturelle mais une faible valeur commerciale. Le Titre indigène offre aux Aborigènes et Insulaires du détroit de Torres des droits et intérêts collectifs mais avec des degrés de contrôle dans la gestion des terres et des eaux très variables. Voir *Le Monde Autochtone 2017* ; Voir aussi Altman, J. and F. Markham, “Burgeoning Indigenous land ownership: Diverse values and strategic potentialities” in *Native title from Mabo to Akiba: A vehicle for change and empowerment?*, Sean Brennan, Megan Davis, Brendan Edgeworth, Leon Terrill (eds), pp. 126-142 (Sydney Australia: The Federation Press, 2015).
- ^{ix} Poirier, R. and D. Schartmueller, “Indigenous water rights in Australia”. *The Social Science Journal*, 2012. 49(3): pp. 317-324.
- ^x Altman, J., “Aboriginal Economy and Social Process: The Indigenous Hybrid Economy and its Sustainable Development Potential”. *Arena Magazine*, 2002. 56.
- ^{xi} Altman, J. and F. Markham, “Burgeoning Indigenous land ownership: Diverse values and strategic potentialities”. In *Native title from Mabo to Akiba: A vehicle for change and empowerment?* Op.cit., pp. 126-142. Voir aussi McCalman, J., “Mapping Aboriginal Victoria” [Book Review]. *Meanjin*, 2006. 65(1): p. 213.
- ^{xii} Weir, J.K., et al., *Cultural water and the Edward/ Kolety and Wakool river system*. AIATSIS Centre for Land and Water Research, 2013. Voir également Pascoe, B., *Dark emu – black seeds: agriculture or accident?*, (Broome, Western Australia: Magabala Books 2014).
- ^{xiii} Langton, M., “Freshwater”. *Background briefing papers: Indigenous rights to waters*, pp. 43-64 (ed. Lingiari Foundation, 2002).
- ^{xiv} Department of Agriculture and Water Services, “Intergovernmental Agreement on a National Water Initiative”. 2004: Canberra.
- ^{xv} Pascoe, B., *Dark emu – black seeds: agriculture or accident?* Op.cit.
- ^{xvi} Altman, J., “Aboriginal Economy and Social Process: The Indigenous Hybrid Economy and its Sustainable Development Potential”. Op.cit
- ^{xvii} Marshall, V., *Overturning aqua nullius: securing Aboriginal water rights*. (Canberra, ACT: Aboriginal Studies Press, 2017).
- ^{xviii} Murray Lower Darling Rivers Indigenous Nations (MLDRIN), *Echuca Declaration*, 2007. Disponible sur le site <http://www.environment.sa.gov.au>
- ^{xix} Murray Darling Basin Authority, *The draft Basin Plan – catchment by catchment*. 2011: Canberra. Disponible sur le site <https://www.mdba.gov.au/publications/mdbareports/draft-basin-plan-catchment-catchment>
- ^{xx} Ruru, J., “Introducing why it matters: Indigenous peoples, the law and water”. Contemporary Indigenous peoples’ legal rights to water in the Americas and Australasia,” special issue, *The Journal of Water Law*, 2010. 20(5-6): pp. 221-23.
- ^{xxi} Calma, T., *Native Title Report 2008*, Office of the Aboriginal and Torres Strait Islander Social Justice Commissioner: Sydney, 2009.
- ^{xxii} Pascoe, B., *Dark emu – black seeds: agriculture or accident?* Op.cit.
- ^{xxiii} ANU Heritage, *Aboriginal and Torres Strait Islander Heritage trail*. 2017, Australian National University: Canberra
- ^{xxiv} *Mabo v Queensland (No 2)* (1992) 175 CLR 1. 1992.
- ^{xxv} Gammage, B., *The Biggest Estate on Earth: How Aborigines Made Australia*. 2011: Allen & Unwin.
- ^{xxvi} Pascoe, B., *Dark emu – black seeds: agriculture or accident?* Op.cit.
- ^{xxvii} Murray Darling Basin Authority, *Basin Plan annual report 2015-16*. 2017, Australian Government: Canberra. Disponible sur le site <https://www.mdba.gov.au>
- ^{xxviii} voir Durette, M., 2010. “A comparative approach to Indigenous legal rights to freshwater: key lessons for Australia from the United States, Canada and New Zealand”, *Environmental and Planning Law Journal*, 27.

Sam Provost est un homme Yuin de l’extrême côte sud de Nouvelle-Galles-du-Sud. Il est diplômé de l’Australian National University et s’attache à développer des recherches collaboratives menées par les communautés afin de mieux représenter les valeurs culturelles et économiques des Aborigènes dans la gestion conjointe des parcs nationaux. Son projet en cours mobilise les méthodologies autochtones et les SIG de pointe afin de favoriser le mouvement vers une gestion unique des terres aborigènes par les Aborigènes.

Je rends hommage au Pays Ngunnawal/Ngambri qui m’a vu naître autant que le Pays Yuin qui m’appelle à lui. Je rends hommage aux propriétaires traditionnels de ces terres et à tous les Aborigènes et Insulaires du détroit de Torres en tant que premiers peuples d’Australie.

Source : IWGIA 2018 The Indigenous World
Traduction par **Martin Préaud** membre du réseau des experts du GITPA pour l’Australie